

Document

La finance américaine au bord du précipice

Par Michel Porcheron (<http://www.alterinfo.net>)

Le 26 août 2008

Deux Frankenstein financiers dans l'œil du cyclone

Les deux géants du refinancement hypothécaire, deux « Frankenstein financiers », comme les a appelés un représentant républicain, Fannie Mae et Freddie Mac (1), malmenés par la chute des prix de l'immobilier (2) et les défauts de paiements des ménages, « ne valent quasiment plus rien » (Le Figaro, 21 août). « Les deux pivots du crédit immobilier usaméricain depuis près de quatre décennies sont au bord de la faillite » (Le Monde, 22 août). « La valeur de leur portefeuille de créances a fondu » (Libération, 22 août).

A eux deux, selon le quotidien Le Monde, ces deux sociétés privées contrôlées étroitement par l'Etat fédéral, détenaient ou garantissaient quelque 5 300 milliards de l'encours actuel du crédit immobilier usaméricain, soit 45 % de son montant total. Le premier a encore vu son titre reculer de 26,8 % mercredi 20 août à Wall Street, le second de 22 %. En un an, la valeur boursière des deux organismes s'est écroulée de respectivement 93,7 % et 95,3 %. « Autant dire qu'en termes de capitalisation ils ne valent "plus rien" ».

Leur propre dette est évaluée à 223 milliards de dollars. Or la très nette chute du nombre des demandes de prêt à des taux préférentiels, à l'origine de leurs recettes, ne permet pas aux deux établissements d'envisager d'ici à fin septembre son remboursement.

En effet, la banque d'affaires Goldman Sachs a considérablement abaissé ses estimations de résultats pour 2008 pour les autres fleurons de la finance usaméricaine, Lehman Brothers, Citigroup, Merrill Lynch, Morgan Stanley et JPMorgan. Le retour à la stabilité n'est pas attendu avant au moins un an, pronostique de son côté l'agence de notation Standard & Poor's.

Leur salut n'est désormais lié, selon des analystes cités par Le Figaro, autre quotidien (libéral) français, qu'à une possible nationalisation, de plus en plus souvent évoquée. Pourquoi ? Si au départ la crise était limitée aux crédits immobiliers accordés aux ménages les plus fragiles, la crise financière a pris une nouvelle ampleur, par la détérioration des prêts à des personnes jusqu'ici solvables et elle pourrait s'étendre aux crédits à la consommation, prédisent des analystes financiers.

Ben Bernanke, patron de la Fed, a déclaré lui même vendredi 22 août : « C'est l'un des environnements économiques et de politique monétaire les plus difficiles jamais vus ». Sans dire pourquoi et sans désigner d'éventuels responsables. Il est vrai qu'on voit mal ce haut fonctionnaire républicain se tirer une balle dans le pied.

De leur côté, Warren Buffett et Pete Peterson, connus pour être à l'abri du besoin, milliardaires en dollars qu'ils sont, ont tiré eux aussi la sonnette d'alarme, estimant qu'un désastre économique se produirait si la dette de l'Etat usaméricain, de 5300 milliards de dollars, continuait d'augmenter. Selon eux, 70 % de la dette sont détenus par des investisseurs étrangers...

Pour le Business Week, « il s'agit du désastre financier le plus grave depuis la Grande Dépression » (3). Un lieu commun.

Le pouvoir fédéral responsable et coupable

Comment expliquer une telle situation de catastrophe ? Il serait trop facile d'accabler les seuls ménages usaméricains, pris dans la nasse. Les analystes (notamment ceux de breakingviews.com) avancent trois raisons principales d'experts: « la suffisance des dirigeants, les insuffisances de la régulation et des conflits d'intérêts ». Chaque fois, c'est le pouvoir fédéral qui est montré du doigt. Selon Richard Beales, des « personnes toutes puissantes » de l'administration républicaine ont « protégé » les patrons des deux F.M.

pourtant informés des « scandales comptables qu'ont connus ces dernières années les deux géants ». De plus l'administration a « aidé à assurer que la régulation ne soit pas trop stricte ». Avec des conséquences logiques : par beau temps, dirigeants et actionnaires se remplissent les poches, ils trinquent alors à leur bonne santé. Par gros temps, les mêmes trinquent aussi, mais dans le sens où ils subissent des pertes abyssales.

Enfin, comme c'est l'Etat fédéral qui a est à l'origine du statut mixte de ce modèle de banque –donc de ses contradictions avec d'une part une garantie implicite de l'Etat et de l'autre des ambitions privées type « american way of life » - il devient ainsi facile pour Richard Beales de conclure : « Dans une époque comme la nôtre, les deux F.M deviennent plus ou moins des instruments du gouvernement usaméricain. Ce statut est incompatible avec une politique de prêts prudents et profitable pour les actionnaires. Mais cela fait bien longtemps que, clairement, Fannie et Freddie ne jouent plus avec les règles habituelles ». Avec la bénédiction du pouvoir fédéral. Autrement dit, le brain-trust de Bush s'est mis tout seul les doigts dans la prise.

On ne touche pas au libre marché

Car c'est son gouvernement qui a été le premier à montrer l'exemple, finançant à crédit une guerre ruineuse et une prospérité à crédit : au premier trimestre de 2008, 98 % du déficit des paiements courants ont été financés par les fonds souverains et des banques centrales étrangères. Pour l'hebdomadaire Le Nouvel Observateur (NObs), « l'absence de supervision de Wall Street n'est aucunement un accident, mais la volonté délibérée d'une administration d'éviter toute intervention dans le jeu du « libre marché » (24 juillet). De son côté, la Maison Blanche et le Congrès ont financé leurs déficits à coups de milliards de dollars chinois, saoudiens ou japonais, comme pour donner un autre mauvais exemple de comment s'endetter.

Mais Philippe Boulet-Gercourt, correspondant du NObs aux Etats Unis, ajoute : « si l'on met cette énorme crise sur le compte d'une poignée de rapaces de Wall Street et de quelques négligences », rien ne changera. Alors ? « Si au contraire Washington accepte l'idée d'avoir joué avec le feu en mélangeant au petit bonheur capital privé et missions de service public, et en refusant de contrôler des lobbies financiers passé maîtres dans l'art de caresser le Congrès dans le sens du poil », les bases d'un réexamen, à défaut d'une reconstruction, deviendraient plus saines.

Au point de s'inspirer de « la vieille Europe » ? Horreur. Ou du modèle suédois ? Cauchemar. Shocking. Shit ! Pire : Fuck !

S'il fallait –provisoirement- résumer, pour tenter de comprendre comment « ils » en sont arrivés là, on retiendra donc : l'argent facile dû à la politique de la Fed, inondant le marché de trop de liquidités à taux bien bas, une déplorable appréciation des risques par l'existence de produits financiers hasardeux et une régulation financière nettement déficiente, soit un paquet purement made in USA, qui a fait ses preuves de dysfonctionnement. Ce qui a fait dire à un analyste : l'Amérique a refilé au monde sa crise, comme s'il s'agissait d'une vulgaire MST.

Et ce n'est pas fini.

Les rumeurs de nationalisations font frémir les marchés financiers qui sont convaincus que le plan de sauvetage des deux sociétés, adopté le 14 juillet dernier par le Trésor usaméricain et la Réserve fédérale (Fed) et signé, contraint, par le président Bush le 30 juillet, sera insuffisant. Car la situation de « Fannie » et « Freddie », comme on les appelle couramment entre Los Angeles et New York, sonnait comme des noms de duettistes d'un mauvais music-hall, va s'aggraver un peu plus dans les prochaines semaines. Les interrogations persistantes sur une éventuelle recapitalisation de Lehman Brothers (-15 %) ont achevé de précipiter les valeurs financières dans le rouge. La banque coréenne KDB a confirmé vendredi 22 août que le rachat de la Lehman Brothers faisait partie de ses options. Cette nouvelle information relance ainsi les spéculations autour de l'ouverture du capital des banques usaméricaines en difficultés. Avec un dollar fortement déprécié depuis ces derniers mois, et un cours d'action nettement dégradé, ces établissements constituent des proies faciles pour les groupes étrangers.

Toute la journée du mercredi 20 août, Wall Street « bruissait d'une rumeur perçue comme de moins en moins hypothétique : celle d'une inéluctable "nationalisation" de Fannie et Freddie » (Le Monde). La veille, un ancien économiste en chef du FMI, Kenneth Rogoff, a déclaré à l'AFP qu'ils "doivent être nationalisés". L'ancien président de la Fed, Alan Greenspan, avait déjà émis la même idée dans un entretien au Wall

Street Journal du 13 août.

Le 23 août, aucun établissement financier usaméricain n'étant logiquement en mesure d'intervenir, ce sont les marchés seuls qui détenaient la solution pour échapper à une nationalisation autant redoutée qu'honnie, à travers une énorme recapitalisation. Qu'ils déclarent en réalité trop risquée dans le contexte actuel, plus personne ne faisant confiance aux deux « colosses » aux pieds désormais d'argile. Le quotidien Le Monde souligne par ailleurs qu'une recapitalisation par des fonds souverains étrangers, chinois, russes ou arabes, « qui ont récemment beaucoup œuvré au renflouement des banques usaméricaines, semble dans ce cas exclue pour des motifs politiques ».

Il est généralement admis qu'au delà de septembre, le besoin en fonds propres pour tenter de sauver les deux F.M, serait de l'ordre de 10 à 20 milliards de dollars. Personne ne les a, à l'exception de l'Etat, seul capable d'injecter des capitaux. D'où de nouveau la solution (!) de la nationalisation (sic).

La dérégulation remise en question

En réalité, la crise financière a pris une telle ampleur que c'est la dérégulation libérale qui est « remise en question » (Libération) dans le monde anglo-saxon. On rappelle que la nationalisation y est déjà entrée dans les faits, lors de l'affaire de la banque britannique Northern Rock, récupérée par l'Etat pour la sauver d'une faillite donc d'une disparition. La Banque d'Angleterre lui a fourni 25 milliards de livres. On se souvient de ces images de clients qui, paniqués par la chute de leur banque, venaient retirer massivement leurs fonds.

Le mot nationalisation n'était alors ni prononcé, ni écrit. On lui préférait l'expression « période temporaire d'appropriation publique ». Et les actionnaires ? Ils attendent toujours leurs indemnités. Aux Etats-Unis, l'affaire de la banque d'investissement Bear Stearns – elle a été sauvée de la faillite par un renflouement de la Federal Reserve (FED) , via la banque JP Morgan- a provoqué...une prise de conscience sur un type de néo-régulation qui resterait à définir. D'abord par un plus grand contrôle des marchés. Mais comment agir quand on sait que le gouvernement républicain actuel n'a jamais été aussi proche des milieux d'affaires ?

Economistes, dirigeants politiques, experts refont leurs comptes, à défaut de franchir le pas de la nationalisation. Sans oublier les actionnaires de la Bear Stearns – entre autres actionnaires en perte- qui avaient acquis des titres il y a un an : depuis ils ont perdu 90 % de leur mise.

« L'ampleur et la durée de la crise ont préparé les esprits. Le 15 août dernier, Barron's, un magazine de référence de la communauté financière, titrait sur la « fin de partie pour Fannie et Freddie » et jugeait « inévitable », une « recapitalisation » par le gouvernement et l'administration de George Bush. Et sans peur de briser un tabou, ajoutait : « Ce serait alors une quasi nationalisation » (Libération, Nicolas Cori, 22 août).

Le sénateur (républicain) du Kentucky, Jim Bunning, lisant que son gouvernement volait à la rescousse des 2 FM s'est demandé s'il ne s'était pas « réveillé en France »...Comme si la France était « socialiste ». M.Bunning devrait actualiser ses connaissances.

De plus, rappelons qu'une nationalisation –directe ou indirecte- a une facture, que payent en bonne partie les contribuables. Les épargnants pourraient payer l'addition via l'inflation.

La finance usaméricaine serait-elle en train de tuer « le rêve américain » ? A moins que ce soit l'inverse ?

Des banques remboursent des milliards de dollars à des clients trompés

Ce n'est pas tout. Le 16 août, Le Journal des Finances écrivait : « La créativité des banques concernant les nouveaux produits financiers semble sans limite. Comme leur capacité à finir par perdre de l'argent avec ces nouveaux instruments dont les risques ne sont pas toujours bien maîtrisés. La nouvelle boîte de Pandore du secteur s'appelle ARS, pour Auction Rate Securities ».

Que sont ces ARS, qui représentent 330 milliards de dollars dont la valeur s'est elle aussi effondrée ? Des obligations ayant été émises principalement par des collectivités publiques usaméricaines et dont le taux d'intérêt est fixé par un système d'enchères régulières, explique JDF. Ce système était censé garantir la liquidité de ce marché.

Mais la crise du crédit ayant tout bloqué, provoquant le mécontentement des émetteurs comme des détenteurs des titres, des plaintes ont été déposées (aux Etats Unis) contre les établissements financiers

ayant commercialisé ce type de produit. Poussés par la justice usaméricaine, plusieurs d'entre eux viennent d'annoncer qu'ils allaient procéder à des rachats massifs de ces obligations auprès de leurs clients, toujours selon JDF. Certaines de ces banques étaient accusées d'avoir induit en erreur ses clients sur le risque que présentait le placement ARS. Une trentaine d'entre elles seraient concernées.

UBS va le faire pour un montant de près de 20 milliards de dollars. Citigroup devrait effectuer la même opération pour un montant similaire. Et Merrill Lynch sera concerné pour plus de 10 milliards de dollars. De plus, ces banques ont accepté de payer plusieurs centaines de millions de dollars d'amendes. Risque majeur : les dépréciations qu'elles vont devoir passer sur les obligations ARS (équivalents de sicav monétaires) qu'elles réintègrent ainsi dans leur bilan.

Enfin, c'est bon à savoir, si les USA échappent jusqu'ici à la récession, c'est grâce aux 40 % des ménages usaméricains les plus aisés (ceux qui gagnent plus de 53.000 dollars par an) qui assurent 75 % de la consommation. Ah, s'il n'y avait pas les riches...

On retiendra au passage que les moins aisés ou les plus démunis, 60 % des ménages tout de même, n'assureraient que 25 %. Pauvres et radins en plus.

Ironie de l'histoire, l'Etat russe risque de ne subir comme sanction des États-Unis que les retombées de la crise immobilière usaméricaine (Le Figaro).

Au début de l'année, la Russie détenait 100 milliards de dollars (la Chine 400), soit un sixième de ses réserves publiques de change, en obligations de Freddie Mac, Fannie Mae et Federal Home Loan Bank. Dans le contexte actuel, la banque centrale russe a progressivement ramené sa position à 600 millions. Tant que ces émetteurs n'auront pas fait faillite, l'État russe n'aura rien perdu. Il a même gagné plus d'un milliard de dollars depuis le début de l'année...

Et pour finir- provisoirement ? D'un côté la MST venue des USA, de l'autre le BRIC (pour Brésil, Russie, Inde, Chine) + les pays riches du Moyen-Orient, dont dépendra désormais la croissance, les échanges Nord-Sud étant relayés (ou dépassés) par des échanges Sud-Nord ou Sud-Sud.

« Nous sommes entrés dans une nouvelle phase de l'histoire de l'humanité. Après dix ou vingt ans d'«exubérance irrationnelle », les Etats Unis et l'Europe se réveillent avec la gueule de bois. Mais, pendant qu'ils faisaient la fête, les pays émergents, eux, ont travaillé et ils mènent la danse » (Matthieu Pigasse, vice président de la banque Lazard).

L'inévitable Jacques Attali, expert français omniscient, ne dit pas autre chose : « Nous sommes les cigales, ils sont les fourmis ».

Cette crise a au moins démontré l'impossibilité de laisser le système financier se réguler lui-même, sans contrôle, au service de lui-même, pour faire des profits à son seul profit. D'où la nécessité première, évidente, pas besoin d'être Prix Nobel, de mettre en place des régulateurs sains, non plus purement usaméricains (qui ont fait eux aussi leur preuve...), mais issus d'accords internationaux. Mais qui prendrait l'initiative d'une conférence internationale, vraiment international et d'urgence ? Aucune réponse. Donc il est urgent d'attendre. A moins que Jacques Attali...ou Dominique Strauss-Kahn, officiellement un des mieux placés, en tant que patron du FMI (qui a perdu son rôle), eh oui tout de même, cette précision pour ceux qui l'auraient perdu de vue...avant de le revoir dans l'Hexagone en 2012.

En attendant...vogue la galère.

Dave Brown, The Independent

Les gros, qui ont eu les yeux plus gros que le ventre, font le gros dos, courbent l'échine, attendant des jours meilleurs, qui finiront bien par arriver. Le marché Fregoli (4) n'a jamais manqué de faire des miracles. A quoi serviraient alors les bons docteurs Diafoirus ? Et, nouveauté de ce début de XXI e siècle (suite au prochain numéro), les fonds souverains ? Attali, au rapport !

Ou lecteur, Le Monde vous dit tout dans un éditorial au ton rageur (!?) :

http://www.lemonde.fr/opinions/article/2008/08/08/re-reguler-la-finance_1081528_3232.html. Commentez, dirait-on dans les sujets du bac. Lire les 21 réactions et Ajouter la vôtre, dit-on sur le web.

Faire payer aux financiers leurs propres égarements ? D'accord. Que la crise actuelle leur fasse

suffisamment mal ? Toujours d'accord. Mais, en attendant, la fin du mois approche, pour beaucoup, pas les gros, les autres, la pilule est et restera amère, durablement. L'éco-pack de six yaourts au prix d'un euro promis à la rentrée par Danone n'évacuera pas la bile. Même aromatisés.

La vie n'est pas faite que de flops. On apprend que l'espadrille, portée par l'engouement pour la chaussure de toile, renoue avec son glorieux passé. Celle de Mauléon, Soule, province basque, bien sûr, mais aussi celle de St-Laurent –de-Cerdans, la Catalane. De quoi repartir d'un bon pied non ?

Notes

Plus de deux millions d'Usaméricains pourraient perdre leur maison d'ici à fin 2009

(1) - Freddie Mac : Federal Home Loan Mortgage Corporation (1970)/ Fannie Mae : Federal National Mortgage Association (1938). Leur fonction : racheter à des banques commerciales les prêts immobiliers pour permettre aux banques d'accorder plus de crédits à des taux raisonnables.

(2) – Plus de 2, 2 millions de procédures de saisies ont été lancées en 2007, sur le territoire usaméricain, selon le cabinet Realty Trac, chargé de les recenser. 250.000 maisons ont réellement été saisies (dont 68.000 dans la seule Californie, loin devant la Floride. Le plus grand nombre de saisies (12.000) revient au comté de Los Angeles, dont ...huit jusqu'ici à Beverly Hills et le même chiffre à Malibu, alors qu'à West Covina, secteur des classes moyennes et des plus pauvres, les saisies se comptent par centaines). Selon le sénateur démocrate Christopher Dodd, 8400 nouvelles familles sont chaque jour dans l'incapacité de rembourser leur emprunt. Le nombre d'Usaméricains qui pourraient perdre leur maison d'ici à fin 2009, est estimé à 2,8 millions.

(3) – La comparaison est une facilité, utilisée pour situer à gros traits l'état de l'économie usaméricaine et mondiale. Aujourd'hui, il ne s'agit pas de parler de krach, mais d'une triple crise (Matthieu Pigasse) financière, économique et psychologique (chez les investisseurs, qui en période de croissance prennent des positions de plus en plus risquées et en période de retournement prennent peur et freinent des quatre fers).

– Prenez Gap, par exemple, le Californien, géant usaméricain de la mode. Eh bien figurez vous que le chiffre d'affaires dans ses magasins de fringues ne cesse de décliner depuis trois ans. Eh oui. On l'ignorait. Pourtant ses profits continuent à être au rendez-vous. Au deuxième trimestre, ils ont bondi de 51 %. Pas mal, non ? On l'aurait deviné. Le vendredi 22 août, l'action Gap a même bondi à 4,58 %. Le groupe a augmenté sa marge brute de 34,3 à 38, 2 % du chiffre d'affaires. Car pour les financiers, peu importe que les clients désertent pour aller chez les concurrents, l'essentiel est que les managers de Gap sachent fournir de l'argent frais aux actionnaires et ce par tous les temps. Certes, dégât collatéral, des boutiques où habituellement on trouve vendeurs, vendeuses, caissiers, caissières, voire des stylistes, ferment. Dans ce cas, on dit « le groupe réduit les coûts ».

Sur l'auteur.

Michel Porcheron est auteur associé de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cet article est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur et la source.

URL de cet article sur Tlaxcala : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=5769&lg=fr>

Commentaires articles

1. Simplement 2 chiffres : TOUS LES JOURS l'état fédéral US emprunte 1,5 milliard de dollars sur les marchés financiers. Rien que la guerre en Irak lui coûte entre 1,5 et 2 milliards de dollars par semaine !

Pour vous faire comprendre à quel point la société US est une société du crédit, chaque année les organismes de crédits expédient 2 milliards d'offres de crédit aux citoyen US et chaque étatsunien possède en moyenne 10 cartes de crédit! Le taux d'épargne des étatsuniens est NEGATIF !

Il y avait eu des signaux d'alerte pour la crise des subprimes, dès 2003-2004, mais personne n'en a tenu compte.

Cerise sur le gâteau, après avoir supprimé la convertibilité du dollar au début des années 70, les USA ont décidé en 2006 de ne plus publier M3 (leur masse monétaire en circulation)!

lisez -> <http://www.newropeans-magazine.org/content/view/3605/85/>

3. Tout les moyens ont été bons pour s'enrichir à outrance pour nombre d'établissements financiers et leurs actionnaires , et ce jusqu'à mi 2007 , mais lorsque l'environnement a commencé à changer et que les pertes ont commencés à apparaitre dans le bilan des banques , les nombreux tours de passe - passe entre ces organismes pour se sauver mutuellement ce sont amplifiés .. de là à inviter le citoyen à en subir les conséquences devient vraiment indécent .. ces quelques exemples pour éclairer un peu ce point de vue ...

Citigroup et Merrill Lynch : la chute finale ?

LPAC -5 novembre 2007 - 17:36 « Le gros de la crise est encore à venir et c'est la panique dans les banques. Deux des plus importants groupes financiers américains, Citigroup et Merrill Lynch ont vu leurs titres chuter considérablement, » écrit aujourd'hui Libération.

Voici quelques chiffres des pertes récentes des grandes banques internationales (en milliards de dollars) :

Merrill Lynch 8,4 Citigroup 6,5 Union Banque Suisse 4,4 Deutsche Bank 3,1 Bear Stearns 2,3 Crédit Suisse 2,6 Bank of America 2,0 Countrywide Fin 1,6 Dresdner Bank 1,0 Morgan Stanley 0,9 JP Morgan Chase 0,3

Washington Mutual dans la tourmente de la crise du subprime 10/12/2007 LaTribune

..."Washington Mutual (WaMu), l'un des principaux prêteurs immobiliers du pays, annonce une ample restructuration, avec la levée de 2,5 milliards de dollars de capitaux frais, une réduction du dividende et la suppression de 3.150 emplois. Pour l'agence Moody's, le redressement de WaMu n'est pas attendu avant 2010.

...WaMu prévoit désormais de passer au quatrième trimestre une provision pour créances douteuses de 1,5 à 1,6 milliard de dollars (contre 1,3 milliard attendus jusqu'ici) et s'attend aussi à une provision de 1,8 à 2 milliards de dollars au premier trimestre 2008. Par ailleurs, la banque doit aussi enregistrer au quatrième trimestre une charge de 1,6 milliard de dollars au titre de sa restructuration.

...Il reste que la présence d'un portefeuille de prêts hypothécaires "subprime" de 20 milliards de dollars et d'un portefeuille de 59 milliards de dollars dans les prêts immobiliers rendent "possible" l'annonce de nouvelles dépréciations par WaMu à l'avenir, avertit Moody's..."

Wells Fargo a limité les dégâts en 2007

Lesechos.fr • Le 16 janvier 2008

La banque américaine a vu son bénéfice reculer de 4,3% l'an passé, pour s'établir à 8,06 milliards, sous le poids notamment de 1,4 milliard de dollars de provisions pour créances douteuses passées au quatrième trimestre

Wells Fargo & Company a résisté à la crise financière en 2007 avec un bénéfice net de 8,06 milliards de dollars, en baisse limitée de 4,3% sur les 8,42 milliards de l'exercice précédent. Ce résultat intègre 1,4 milliard de dollars de provisions pour créances douteuses...

... La banque américaine, l'une des rares dans le monde à obtenir la note maximale des agences de notation, a indiqué mercredi s'attendre à un environnement difficile. Les provisions pour créances douteuses devraient encore s'alourdir, compte tenu de la faiblesse du marché immobilier et de l'état général de l'économie américaine. (source AFP)

JP Morgan s'offre Bear Stearns, à court de liquidités, pour 2 dollars par titre

AGEFI - Par Alexandre Boksenbaum le 17/03/2008

L'offre valorise la banque à 236 millions de dollars. Le coût total de l'opération pourrait cependant s'élever à 6 milliards selon JP Morgan

...Mondialisation.ca, Le 25 mai 2008...Aujourd'hui, le prix du pétrole, contrairement à il y a vingt ans, est déterminé à huis clos dans les chambres de commerce d'institutions financières géantes comme Goldman Sachs, Morgan Stanley, JP Morgan Chase, Citigroup, Deutsche Bank ou UBS. Dans ce jeu, l'échangeur clef est le London ICE Futures Exchange (autrefois International Petroleum Exchange). ICE Futures est une filiale possédée intégralement par Atlanta Georgia International Commodities Exchange. ICE d'Atlanta a été fondée en partie par Goldman Sachs, qui dirige aussi l'indice des prix des matières premières les plus utilisées dans le monde, le GSCI, qui est surpondéré au prix du pétrole.

... Le prix en ce moment étant de 128 dollars par baril, cela signifie que le spéculateur à terme n'a qu'à donner environ 8 dollars pour chaque baril et emprunter les autres 120 dollars. Cette « force » exceptionnelle de 16 pour 1 permet d'amener le prix à un niveau follement irréaliste et de compenser les pertes bancaires du subprime et des autres catastrophes au détriment de l'ensemble de la population [mondiale]...

Alors ...

Freddie Mac va racheter 15 milliards de dollars de crédits immobiliers « géants »

AGEFI.FR le 18/04/2008

L'organisme de crédit immobilier semi-public Freddie Mac a annoncé jeudi qu'il achèterait des crédits logement « géants » auprès de quatre banques dans des zones où les prix immobiliers sont élevés. Dans un communiqué, l'établissement précise qu'il achèterait ces crédits auprès de Wells Fargo, JP Morgan Chase, Citigroup et Washington Mutual.

Nationaliser un organisme qui a couvert jusqu'ici tant de malversations sans garantie aucune pour le consommateur et future victime de ces malversations de voir le système entièrement restructuré à l'avenir, laissant les bénéficiaires de celui –ci impunis ? ...Mais la finance mondiale n'a jamais rien eu de moral il est vrai ...Si ?